

Note d'analyse

L'université d'été du parti socialiste et ses diverses conséquences

L'Université d'été du Parti socialiste est un moment privilégié pour échanger avec nos contacts au sein du Gouvernement et du Parti, les élus socialistes et les journalistes politiques.

Les membres des cabinets ministériels, plus généralement les quadragénaires, n'ont pas fait le déplacement à La Rochelle.

L'affluence était moindre que d'habitude. **Manifestement, les sympathisants socialistes se sont peu déplacés, de même que les membres de cabinets ministériels.** Des parlementaires étaient bien présents, environ une cinquantaine, mais il s'agissait essentiellement des principaux responsables nationaux « médiatiques » : Christophe Borgel, Pascal Cherki, Guillaume Bachelay, Jean-Marc Germain, ...

Quelques ministres ont fait le déplacement (Michel Sapin, Jean-Marie Le Guen, Marisol Touraine, Christiane Taubira, Stéphane Le Foll, Najat Vallaud-Belkacem, Geneviève Fioraso) ainsi que leurs collègues récemment nommés (Patrick Kanner, Thomas Thévenoud, Pascale Boistard, Myriam El Khomri) mais pas l'ensemble du Gouvernement.

Ainsi, il était notable que les quadragénaires étaient les grands absents de ce rendez-vous, à la différence des sympathisants de moins de trente ans et de plus de cinquante.

Le couple exécutif semble être entre en cohabitation, avec un risque de rupture qui pourrait conduire à une dissolution.

Les événements de la semaine passée sont largement critiqués. **Si la sanction d'Arnaud Montebourg est considérée comme légitime, le remaniement a été perçu comme brutal.** En outre, le discours du Premier Ministre devant le MEDEF, puis ses annonces sur le logement ont choqué. Clairement, **l'orientation « social-libérale » n'est pas majoritaire.**

Le rapport de force entre le Premier Ministre et le Parti socialiste est, en réalité d'abord perçu comme un rapport de force entre Manuel Valls et François Hollande. **L'analyse montre que Manuel Valls souhaite apparaître comme un recours face à François Hollande**, ce qui donne le sentiment que le couple exécutif est entré en cohabitation.

La situation peut s'envenimer rapidement, soit par la démission du Premier Ministre excédé par les attermoissements du Président de la République et de la majorité, soit par la dissolution de l'Assemblée nationale. L'option de la dissolution est désormais présente dans les esprits, sans pour autant assurer

au Gouvernement un soutien sans faille de sa majorité parlementaire. **Beaucoup sont persuadés qu'il n'y aura pas de Gouvernement Valls III.**

A court terme, M. Valls peut bénéficier de la désorganisation des frondeurs et de la perspective d'un congrès.

La majorité parlementaire est aujourd'hui partagée. **Le Premier Ministre ne dispose pas d'un courant propre, mais la désorganisation de ses opposants peut suffire pour le moment à assurer une majorité.** Aussi a-t-il décidé, en dépit des réserves « arithmétiques » de Claude Bartolone, de solliciter un vote de confiance à l'Assemblée nationale. En outre, l'objectif des frondeurs est indiscutablement de **s'organiser en vue du prochain congrès, ce qui pourrait, à court terme, offrir une trêve au Gouvernement.** Par ailleurs, **le risque de la disparition durable d'une gauche de gouvernement** peut également atténuer les velléités des plus déterminés à ouvrir trop brutalement les hostilités.

Si l'issue du vote de confiance ne fait pas de doute, une incertitude pèse sur les conclusions à tirer d'éventuelles dissidences : **l'exclusion du Parti Socialiste des députés refusant d'accorder la confiance pourrait générer une nouvelle crise.** La perspective d'une scission du groupe est ainsi présente dans les esprits. De plus, **l'attitude brutale et menaçante de l'entourage du Premier Ministre à l'égard des parlementaires** laisse présager dès la session extraordinaire de septembre des moments difficiles pour l'exécutif. Les réformes annoncées et la méthode retenue ne sont majoritairement soutenues ni par le groupe socialiste, ni par les groupes de la majorité. Ainsi, sauf à souhaiter la rupture, l'exécutif devra négocier s'il veut réussir.

A ce stade, et au terme d'une semaine folle, la « montée aux extrêmes » n'est pas encore terminée. L'agenda des prochaines semaines comporte en effet de nombreuses occasions de surenchères, de défis et de provocations, pour le Premier Ministre comme pour les élus de la majorité.

Dans une situation caractérisée par le rapport de force au sein même de la majorité, il est indispensable de multiplier les contacts à tous les niveaux et de s'appuyer sur les administrations, qui constituent un élément de stabilité dans l'action du Gouvernement.